

NEWSLETTER SAHEL

LA
PAIX

Bienvenue dans la newsletter dédiée à nos dernières activités dans la région du Sahel. Parcourez cette édition pour rester informé sur nos projets soutenant le développement d'un secteur de la sécurité plus responsable et efficace.

BURKINA FASO



Atelier de lancement du Kit intégrité de la police

Du 8 au 12 juillet, la Direction générale de la police nationale, l'École nationale de la police et l'Académie de police ont organisé, en collaboration avec DCAF, un atelier auquel 15 experts issus de leur structure ont participé. L'activité a permis d'adapter le Kit intégrité aux réalités de la police burkinabè et ainsi renforcer son appropriation institutionnelle. Le Kit, produit par DCAF, sert de guide en matière de bonnes pratiques pour les policiers en exercice. Repartis en groupe, les experts ont travaillé à adapter le document dans le fond aussi bien que dans la forme avant de présenter leurs travaux en plénière. Se basant sur les contributions des participants, une nouvelle version de l'outil sera présentée pour validation à la fin du mois de septembre. Ensuite, un groupe sera nommé pour participer à la formation des formateurs qui, par la suite, endosseront la responsabilité de dispenser des formations sur l'intégrité des agents dans les écoles et centres de formation de la police ainsi qu'auprès des membres du personnel déjà en exercice en particulier dans les régions.



Formation à la cartographie des risques de corruption dans les secteurs de la défense et de la sécurité

Du 15 au 26 juillet, l'Autorité supérieure de contrôle de l'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC), en collaboration avec DCAF, a organisé un atelier de formation sur le processus d'élaboration de la cartographie des risques dans les secteurs de la défense et de la sécurité. Un total de 26 membres de l'Inspection générale des forces armées nationale (IGFAN) et de l'Inspection technique des services du ministère de l'Administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité (ITS-MATDS) ont participé à cette formation qui leur permettra de conduire des inspections structurées et efficaces pour lutter contre la mauvaise gestion financière. L'accent a été mis sur l'analyse approfondie des risques de corruption et la mise en place d'un processus standardisé pour le traitement des cas et ainsi lutter contre l'impunité. Lors de la conclusion de la formation, les participants ont relevé qu'il serait bénéfique de disposer de plus de temps pour appliquer les connaissances à travers des cas pratiques. Ils ont également suggéré de fournir un accompagnement aux institutions pendant l'élaboration de la cartographie des risques afin de faciliter la mise en pratique des connaissances.

MALI



Formation des inspections au contrôle de la prise en charge des VBG

L'Inspection des services de sécurité et de protection civile (ISSPC), avec le soutien de DCAF, a organisé une session de renforcement des connaissances pour des membres de l'ISSPC et des Inspections Sectorielles du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile sur la gestion et la prise en charge des cas de Violences Basées sur le Genre (VBG) au sein des services de sécurité et de défense. La formation qui s'est tenue du 3 au 5 juillet à Kangaba, a réuni 24 participants dont une femme et leur a permis d'échanger sur la thématique et de s'approprier le module d'intégration des VBG dans les inspections. Seulement quatre des participants avaient

déjà suivi une formation spécifique sur la thématique montrant ainsi la nécessité de dispenser cet atelier. Les résultats de l'évaluation de la session ont montré que la formation a été très bien accueillie par les participants et qu'elle a comblé des lacunes évidentes. Il est encourageant de voir que les inspecteurs ont pris conscience de l'importance de leur rôle dans la prévention et le contrôle des VBG au sein des unités des services de sécurité. Illustrant l'effet de la formation, les inspecteurs ont décidé non seulement d'intégrer le genre dans les inspections, mais également de conduire des inspections spécialement dédiées à cette thématique.



Formation des journalistes sur le guide de reportage sur le secteur de la sécurité

Du 23 au 26 juillet, DCAF a organisé une formation sur le guide de reportage sur le secteur de la sécurité. Elle a permis de présenter les grandes thématiques du guide et de recueillir les perceptions des personnes ressources au sein des institutions et organes de presse malienne. Les nouvelles connaissances acquises par les participants leur permettront de remplir leur rôle d'acteurs du contrôle externe en produisant de l'information de qualité sur le secteur de la sécurité. Répondant à une recommandation émise durant une formation précédente, les 26 journalistes dont 21 femmes conviés travaillent à l'intérieur du pays où les journalistes bénéficient généralement de moins d'opportunités de formation. Durant les quatre jours, les participants ont couvert de nombreux sujets tels que les reportages d'intérêt public, le secteur de la sécurité au Mali, le paysage médiatique national, les opportunités et défis de la couverture journalistique du secteur de la sécurité, l'approche sensible aux conflits et le journalisme en temps de liberté restreinte. Finalement, les participants ont mis leurs nouvelles connaissances en pratique en écrivant des articles à partir de l'actualité de la semaine liée au secteur de la sécurité.



Formation de gendarmes de la région de Sikasso à la gestion et prise en charge des cas de VBG

Dans le cadre du renforcement des capacités du personnel de la Région de Gendarmerie N°4 de Sikasso, la Direction Générale de la Gendarmerie Nationale et DCAF ont organisé du 26 au 30 août, une session de

formation sur la gestion et prise en charge des cas de violences basées sur le genre (VBG) à l'intention de 30 gendarmes dont six femmes, travaillant dans différentes unités et services de la Gendarmerie. La région de Sikasso est frontalière avec le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et la Guinée et compte plusieurs sites d'orpaillage traditionnels fréquentés par des nationalités différentes et des orpailleurs venus de l'intérieur, où les gendarmes sont impliqués dans la sécurité des personnes et de leurs biens et où ils sont confrontés à la gestion de plusieurs cas de VBG. Plus de la moitié des participants n'avaient jamais suivi de formation sur cette thématique et ont ainsi bénéficié des modules couvrant de nombreuses thématiques telles que les cadres légal, institutionnel et politique relatif aux VBG, le cycle de violence, la prévalence du phénomène au Mali et les mécanismes de gestion et de prise en charge des survivants de VBG.

NIGER



Contribution de DCAF au Camp International des Scouts du Niger

Du 12 au 18 août, DCAF a participé au Camp Chantier International de Solidarité à Tahoua, organisé par l'Association des Scouts du Niger. Cet événement, qui a réuni 500 jeunes, dont 240 femmes, a permis à DCAF de sensibiliser les participants à ses missions et de renforcer leurs connaissances sur des enjeux cruciaux liés à la paix et à la sécurité au cours de différentes interventions. Plusieurs ateliers ont été organisés pour couvrir des thèmes variés en lien avec le mandat de DCAF. Les interventions ont débuté par une présentation de DCAF, de son rôle au Niger et des régions où il œuvre pour promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité. Ensuite, un atelier a mis en lumière l'importance de l'éducation aux médias pour lutter contre la désinformation, particulièrement sur les réseaux sociaux, où les fake news peuvent avoir de graves conséquences sur la sécurité publique. Une autre session a approfondi le concept de sécurité humaine, en soulignant le rôle essentiel des jeunes dans le maintien de la paix. Enfin, une réflexion sur le genre et la sécurité a exploré la contribution déterminante des femmes à la gouvernance sécuritaire. Les jeunes ambassadeurs du Niger et du Tchad ont clôturé le camp avec un panel sur la prévention de l'extrémisme violent, partageant leurs expériences et proposant des solutions.



Expansion du système de suivi de violations des droits humains dans la région de Tahoua

Du 16 au 23 juillet, une mission de sensibilisation a été menée par le Mouvement des jeunes pour le développement et l'éducation citoyenne (MOJEDEC) avec le soutien de DCAF pour informer 140 acteurs locaux, dont 49 femmes, sur le projet et actualiser la cartographie des voies de recours dans les nouvelles zones d'extension. La mission a permis d'identifier les abus les plus fréquents, tels que les violences sexuelles, les conflits agriculteurs-éleveurs et les actes de corruption. Les défis locaux incluent la méconnaissance des droits et la réticence à porter plainte. Les parties prenantes ont pris des engagements pour améliorer la prise en charge des victimes et renforcer la collaboration entre les différents acteurs locaux. Enfin, la cartographie des voies de recours a été mise à jour pour mieux orienter les victimes. Ensuite, du 28 au 29 juillet, MOJEDEC et DCAF ont organisé une formation pour 23 relais communautaires et moniteurs, dont huit femmes, dans le cadre du projet. Cette formation, qui a eu lieu dans les communes d'Abalak, Tabalak, Illéla, Badaguichiri et Bagaroua, a permis aux participants d'acquérir des compétences sur la documentation des violations des droits humains, l'utilisation de la plateforme électronique de collecte de données et les fondamentaux de la gouvernance du secteur de la sécurité.



Mission de collecte, d'étude et de centralisation des données sur les VBG des brigades départementales de la région de Maradi

Du 25 au 26 juillet, une mission conjointe de l'ONG SOS femmes et enfants victimes de violence familiale (FEVVF) et de la division de la protection des mineurs et des femmes (DPMF), avec le soutien de DCAF, a formé 22 chefs de brigades dont une femme sur la collecte et la gestion des données relatives aux VBG dans les régions de Maradi et Niamey. Cette initiative visait à améliorer la collecte des données sur les VBG, essentielles pour orienter les décisions des autorités et renforcer la prise en charge des victimes. Les participants ont identifié plusieurs défis majeurs, notamment la lourdeur des formulaires, les difficultés d'accès à l'internet et la réticence des survivants et survivantes à partager des informations. Une plateforme de collecte de données a été présentée pour mieux centraliser les informations, mais seulement 95 cas ont été enregistrés au premier semestre 2024, révélant un besoin urgent d'amélioration. Les recommandations incluent l'intensification des collaborations entre les chefs de brigade, les organisations de la société civile et les autorités judiciaires, ainsi que la formation continue et la sensibilisation des responsables hiérarchiques pour une collecte de données plus efficace et en temps réel. Les prochaines étapes prévoient le suivi des activités à Maradi et la formation supplémentaire des chefs de brigades sur les procédures pénales et les VBG, avec l'objectif de créer une base de données statistiques robuste.

Découvrez notre rapport annuel 2023

En 2023, DCAF a participé à améliorer la sécurité des personnes et des Etats partout dans le monde. [Cliquez ici pour découvrir comment en lisant notre rapport annuel.](#)



Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



Cet email a été envoyé à [{{contact.EMAIL}}](#)
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)